



**RIPESS EUROPE – Solidarity Economy Europe
5ème Assemblée Générale**

Atelier 5

**Economie Solidaire, Agroécologie et Souveraineté Alimentaire:
construire des passerelles et renforcer les solutions porteuses de
transformation**

Proposé par: Judith Hitchman (URGENCI)

Le Forum Nyéleni sur l'Agroécologie a eu lieu au Mali en février 2015. La Déclaration identifie clairement l'économie solidaire comme l'une des clés pour atteindre la souveraineté alimentaire. Il ne s'agit pas d'un ensemble de techniques de production ou de simples pratiques productives.

- Promouvoir des marchés locaux pour des produits locaux.
- Appuyer le développement d'une infrastructure financière alternative, des institutions et des mécanismes pour appuyer les producteurs aussi bien que les consommateurs.
- Refaçonner les marchés alimentaires par l'intermédiaire de nouvelles relations de solidarité entre producteurs et consommateurs.
- Développer des liens avec les expériences de l'économie solidaire et des systèmes de garantie participative quand cela convient.

Les Partenariats Solidaires Locaux (Community Supported Agriculture) représentent l'un des principaux mouvements qui sert de passerelle entre la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire. Il existe aussi d'autres tendances émergentes qui mettent en lien les producteurs et les consommateurs par l'intermédiaire de chaînes de distribution alimentaire directes ou véritablement en circuits-courts: magasins coopératifs d'alimentation locale, magasins de collectifs de fermiers.

Cet atelier vise à examiner:

- Comment les différentes formes de partenariats locaux solidaires entre producteurs et consommateurs peuvent exercer une influence sur les décideurs politiques et travailler collectivement à l'élaboration de solutions concrètes au niveau territorial ;
- Assurer que les petits producteurs d'aliments puissent percevoir un revenu décent ;
- Garantir que les consommateurs aient accès à des aliments au haut contenu nutritionnel et sains à des prix abordables ;
- Comment ces initiatives locales entrent dans l'image d'ensemble que constitue l'économie solidaire et l'agroécologie.

Il vise aussi à examiner les menaces et les opportunités auxquelles doit faire face les connections entre l'économie solidaire – l'agroécologie – la souveraineté alimentaire.

Pour transformer la réflexion ci-dessus dans un atelier World-café, nous avons posé les questions suivantes :

Quelles passerelles devons-nous construire pour atteindre ces buts?

Comment exerçons-nous un plaidoyer sur ces thématiques? Comment faire que cela arrive?

Les réponses à la première question peuvent être classées en différentes catégories de la façon suivante:

- Les droits humains conforment un cadre qui englobe tout le reste, y compris le droit à l'alimentation et à une nutrition adéquate, les droits sociaux et environnementaux et le droit à un travail décent.
- Les systèmes alimentaires doivent être locaux et impliquer de nombreux acteurs différents, des producteurs, des consommateurs et les autorités locales mais pas d'intermédiaires.
- L'empowerment institutionnel des réseaux de Partenariats Solidaires Locaux (Community Supported Agriculture) est l'un des éléments clés.
- L'accès à la terre est un élément clé pour mettre en oeuvre la souveraineté alimentaire locale.
- Le partage d'expériences, la formation et l'éducation à tous les niveaux depuis l'école primaire jusqu'à l'université sont des outils essentiels.
- La mutualisation de la recherche et de l'expérience est un aspect essentiel
- La démarchandisation de l'alimentation par l'intermédiaire de monnaies locales permet de rompre le lien entre alimentation et spéculation financière.

Les réponses sur le thème du plaidoyer et de comment y arriver :

- Construire des réseaux d'ESS forts au niveau local
- Travailler pour une législation au niveau national et international
- Eduquer et former à tous les niveaux
- Le partage d'expériences est un élément clé pour la construction des connaissances
- Communiquer!
- Construire une approche basée sur une vision d'ensemble, elle-même basée sur une vision systémique.

Ces résultats sont en adéquation avec le projet proposé qui doit être soumis par la Croatie pour des fonds européens (soit sous le programme Horizon ou Urbact ou les deux). Il sera appuyé par le RIPPSS Europe et Urgenci sur des axes spécifiques, et est le résultat d'un travail d'un an et d'une réflexion entre nous et nos collaborateurs croates, ZMAG, et E-Banka, un membre de FEBEA. Les grandes lignes du projet, tels qu'elles ont été développées et approuvées, se trouvent en pièce jointe, comme l'est la présentation réalisée par la conférence FEBEA en Croatie en mai dernier.